

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du bataillon de marche n°24
BP 10001
67070 STRASBOURG

STRASBOURG, le 21/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/03/2023

Contexte et constats

Publié sur



MTS

7 rue de Dunkerque
BP 88
67016 STRASBOURG

Références : 0588/MT/AG
Code AIOT : 0006700588

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/03/2023 dans l'établissement MTS, implanté 7 rue de Dunkerque 67000 Strasbourg. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MTS
- 7 rue de Dunkerque 67000 Strasbourg
- Code AIOT : 0006700588
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société MTS exploite à Strasbourg au Port du Rhin (Nord) des installations :

- de stockage et de séchage de céréales ;
- de transit de déchets.

L'activité de transit de déchets est soumise aux dispositions transposant la directive 2010/75 (UE) "IED" pour le stockage de bois créosoté.

Le stockage et le séchage de céréales sont réalisés pour le compte du Comptoir Agricole.

Les prescriptions de référence sont celles de l'arrêté préfectoral du 21 juin 2021 codifiant les prescriptions associées aux autorisations d'exploiter les installations de la société Manutention Transport Service (MTS) à Strasbourg.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- silos, déchets (IED)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible, en fin d'inspection, de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai court, les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délai
3	installations exploitées	Arrêté Préfectoral du 21/06/2021, article 1.1.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
4	dépôt de bois en transit	Arrêté Préfectoral du 21/06/2021, article 1.1.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

⁽¹⁾ s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Autre information
1	silo vertical B6	Arrêté Préfectoral du 21/06/2021, article 8.2.1	/	Sans objet
2	stockage de traverses de chemin de fer (IED)	Arrêté Préfectoral du 21/06/2021, articles 8 et 4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Prescriptions : La réalisation d'événements sur les cellules du silo B6 doit être prescrite, de telle sorte qu'une échéance ferme soit définie pour la fin de travaux.

Non-conformités : Des déchets de plastique sont stockés sans notification préalable, au préfet, de la modification, et dans des conditions contraires à l'arrêté ministériel sectoriel.
La hauteur des tas de bois dépasse la limite de 3 m retenue à l'arrêté préfectoral.

Divers : L'exploitant n'a pas encore réalisé les aménagements lui permettant de stocker des déchets dangereux de bois. Il n'en stocke donc pas pour le moment.

Question : Il est attendu que l'exploitant rende compte en retour des répartitions, en mètres-cube, des stocks de bois entre les zones A et B du site.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2021, article 8.2.1
Thèmes : Risques accidentels, événements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : Article 8.2.1 – Limitation des effets d’une explosion L’exploitant réalise et transmet, à l’inspection des installations classées, (...) une étude relative à ce sujet. Cette étude détermine les effets potentiels, sur les tiers, d’une explosion de cellule ainsi que d’un effondrement et rend compte, au travers d’une approche bénéfices/risques, des possibilités et conditions d’aménagement d’événements de décharge compte tenu de la structure du bâtiment. Les coûts des solutions proposées sont exposés.</p> <p>L’exploitant a produit, en réponse, l’étude référencée FTED200306/NT/20-00925, datée du 11 janvier 2021. A l’issue d’une visite sur place le 26 mars 2021, l’inspection a demandé à l’exploitant de compléter cette étude en répondant à des questions concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le fait que les surfaces soufflables sur les cellules, mesurées en visite, n’atteignent pas, pour deux d’entre elles, les 5,22 m² préconisés par l’étude ; • le fait que le convoyeur à céréales s’appuie, par l’intermédiaire de la goulotte de déversement des céréales, sur les éléments soufflables. <p>L’inspection a aussi demandé qu’il soit veillé à l’étanchéité du joint entre surfaces soufflables et cellules de stockage, pour éviter l’empoussièrisme de la galerie sur cellules (préconisation de l’étude, également).</p> <p>Constats : L’exploitant a fait compléter l’étude susmentionnée le 10 mai 2021, mais ne l’a produite que le 20 mars 2023. Il en ressort que des surfaces d’événements supplémentaires sont aménageables. Pour autant, les travaux n’ont pas encore été réalisés. Il convient de fixer une échéance ferme de réalisation. C’est l’objet d’un projet de prescriptions complémentaires qui sera soumis au préfet.</p>
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : stockage de traverses de chemin de fer (IED)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2021, articles 8 et 4
Thèmes : Risques chroniques, déchets dangereux de bois
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Article 8.1.1 – Stockage Les déchets dangereux de bois sont entreposés sur une aire de stockage étanche aménagée pour la récupération intégrale, en toutes circonstances, des eaux de ruissellement. Article 4.2.1 ... Les eaux pluviales ayant été au contact des déchets de bois dangereux ne sont pas rejetées mais éliminées à l'instar des déchets. Article 8.1.2 – Durée de transit La durée de présence en transit des déchets dangereux n'excède pas un mois en conditions normales d'exploitation. Une durée de stockage supérieure, dans les limites mentionnées au titre 5, doit être justifiée par des circonstances extérieures indépendantes de la volonté de l'exploitant. Article 8.1.3– Respect des critères d'acceptation L'exploitant s'assure auprès des producteurs des déchets de ce qu'ils ne présentent pas de dangerosité liée à un autre traitement que celui à la créosote. Il archive les justificatifs des producteurs et les tient à disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant définit et met en œuvre une procédure de contrôle, par sondage, de la véracité des informations des producteurs des déchets qu'il reçoit. Tout déchet non conforme est retourné au producteur et l'inspection des installations classées en est informée sans délai. Un registre des retours est tenu.
Constats : L'exploitant n'envisage pas d'exploiter cette installation pour le moment et n'a donc pas encore réalisé les aménagements en conséquence.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : installations exploitées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2021, article 1.1.2
Thèmes : Risques accidentels, déchets de plastique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : article 1.1.2 fixant la liste des installations classées exploitées
<p>Constats : La société MTS stocke, dans le bâtiment de l'ancienne chaudronnerie de son site de la rue de Dunkerque à Strasbourg, des balles de déchets de matières plastiques constituées d'emballages agricoles usagés (engrais, semences), à hauteur de 734 m³.</p> <p>Un tel dépôt relève de la rubrique 2714-2 de la nomenclature des installations classées, non mentionnée, pour le stockage de tels déchets, au tableau de l'article 1.1.2 de l'arrêté préfectoral. Ce dépôt de déchets de matières plastiques a été constitué sans respecter (notification préalable, éléments d'appréciation) l'article R 181-46 du code de l'environnement :</p> <p>« II. – <i>Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</i> »</p> <p>Il est de plus constitué dans un bâtiment qui n'est pas à 20 m des limites du site comme l'impose pourtant l'arrêté ministériel du 6 juin 2018, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique (...) 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) (...) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délai : 2 mois

N° 4 : dépôt de bois en transit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2021, article 1.1.2
Thèmes : Risques accidentels, incendie plaquettes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Rubrique 1532 : « Les tas ne dépassent pas une hauteur de 3 m »
<p>Constats : La société MTS a constitué des tas de bois, plaquettes forestières, qu'elle reçoit en transit avant de les recharger sur des wagons.</p> <p>Or, ces tas dépassent la hauteur limite de 3 mètres prescrite à l'article 1.1.2 de l'arrêté préfectoral pour les dépôts visés à la rubrique 1532 de la nomenclature des installations classées : « Les tas ne dépassent pas une hauteur de 3 m ». L'exploitant a reconnu des hauteurs maximales de l'ordre de 6 m cohérentes avec l'observation visuelle en référence aux bâtiments du site et aux véhicules (locomotive, semi-remorque) présents.</p> <p>L'exploitant a fait valoir que cette situation résulterait des grèves retardant l'enlèvement des stocks par fer. Il s'est engagé à réduire la hauteur de stockage dans un délai de deux mois.</p> <p>Il est attendu que l'exploitant rende compte en retour des répartitions, en mètres-cube, des stocks de bois entre les zones A et B du site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délai : 2 mois